

---

# REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

*Les parlements se préoccupent de l'agriculture, de la faim et de l'insécurité alimentaire  
en temps de crise mondiale*

Rome, 13 novembre 2009

---

*organisée par le Parlement italien en coopération avec l'Union interparlementaire*

## **SYNTHESE DES DEBATS PRESENTEE PAR LE PRESIDENT DE L'UIP, M. THEO-BEN GURIRAB**

Nous, parlementaires, nous sommes réunis pour infléchir l'issue du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui doit commencer dans deux jours ici à Rome.

Nous avons beaucoup appris les uns des autres à cette occasion.

Oui, le monde reste confronté à une crise alimentaire. Mais cette crise alimentaire ne saurait être réduite à un problème de production. C'est aussi un problème lié :

- à la distribution des denrées alimentaires produites, du petit paysan jusqu'aux marchés;
- au coût élevé des aliments;
- à la qualité et à la diversité nutritionnelle;
- aux inégalités sociales et à la pauvreté;
- à la marginalisation des femmes et à l'inégalité entre les sexes;
- à l'insécurité et aux conflits;
- à l'efficacité des programmes et à la corruption.

Ces défis et d'autres difficultés encore doivent être surmontés si l'on veut assurer la sécurité alimentaire. Nous, parlementaires, détenons une clé importante pour apporter des solutions à travers l'obligation de rendre compte et l'amélioration et la démocratisation de la gouvernance.

Comme nos débats l'ont montré, il y a beaucoup de choses que nous, parlementaires, pouvons faire. Permettez-moi d'en citer quelques-unes :

- adopter des cadres juridiques et des lois pour protéger le droit à l'alimentation et veiller à l'adoption d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire pour tous;
- veiller à l'émancipation des femmes. Nous devrions, par exemple, adopter des lois sur l'accès des femmes à la terre, au crédit et aux marchés;
- donner au développement agricole de la priorité qu'il mérite dans le budget, revoir les politiques agricoles actuelles dans la perspective des changements climatiques et promouvoir des politiques et méthodes différentes ayant un impact moins préjudiciable sur le climat;

- superviser l'application de programmes visant à répondre aux attentes des groupes les plus vulnérables de la société;
- suivre les répercussions des accords commerciaux sur le droit à l'alimentation.

Nous sommes entrés dans la phase préparatoire ultime à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui va se tenir à Copenhague. Aujourd'hui, nous avons, une fois de plus, eu la démonstration que l'insécurité alimentaire et les changements climatiques sont deux crises qui mettent en péril la survie de l'humanité. En tant que parlementaires, nous exhortons les gouvernements et les entreprises à honorer leur engagement commun à apporter un réel changement à la vie de nos congénères.

Nous n'ignorons pas que les défis sont considérables mais, à l'issue de cette réunion, je suis persuadé que nous voulons faire partie de la solution et contribuer à un monde meilleur.